



Formation emploi

Revue française de sciences sociales

107 | juillet-septembre 2009

La formation professionnelle en Amérique latine

Introduction

Julio César Neffa

Traducteur : Mireille Zangani



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1971>

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2009

Pagination : 5-8

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Julio César Neffa, « Introduction », *Formation emploi* [En ligne], 107 | juillet-septembre 2009, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1971>

© Tous droits réservés

DOSSIER

Introduction

Par Julio César Neffa*

Les travaux rassemblés dans ce numéro de la Revue *Formation Emploi, revue française de sciences sociales*, publiée à l'initiative du Céreq, permettent de répondre à un besoin et de solder une dette.

Jusqu'à présent, la plupart des articles publiés ont concerné des pays industrialisés ou des pays aux économies en développement, mais éloignés de l'Amérique latine. Dans les pays européens, la réalité de l'éducation technique et de la formation professionnelle latino-américaine est peu connue, quoique la France, en particulier, dispose d'un noyau d'éminents spécialistes du thème.

Les quatre articles que nous avons l'honneur de présenter sont rédigés par des spécialistes reconnus de divers pays, qui entretiennent d'étroites relations avec leurs collègues français et traitent de thèmes complémentaires autour des relations entre enseignement professionnel, travail et emploi, en lien avec les pays étudiés : Maria de Ibarrola, du Mexique, Julio Testa et Martin Spinosa, d'Argentine, Mariela Quinones M., d'Uruguay et Claudia Jacinto, spécialiste argentine et collaboratrice de l'IIPE (Institut international pour la planification de l'éducation-UNESCO) en Amérique du Sud.

Maria de Ibarrola, dans son stimulant article sur la réalité mexicaine, met en relief l'effort réalisé, depuis plusieurs décennies, par la République Mexicaine, en matière d'éducation par le travail qui fait partie du système éducatif ; cependant, l'organisation nationale des ressources humaines se caractérise par l'atomisation et est confrontée à un marché du travail hétérogène, segmenté, traversé par des inégalités.

Comme dans d'autres pays, l'iniquité en matière de revenus s'observe entre les personnes qui ont les mêmes niveaux d'éducation, et ceci s'explique en partie par la faible articulation entre éducation et travail professionnel. Même si elle a fortement augmenté, la proportion de jeunes qui intègrent le système universitaire est toujours très faible, malgré la création récente de plus de vingt universités technologiques et l'existence d'un prestigieux Institut Polytechnique. Ce qui explique que l'on estime à 30 % le nombre des étudiants qui s'inscrivent dans les filières d'ingénierie et de technologies, pourcentage plus élevé que la moyenne de la région. Mais l'effectif est très concentré dans quelques filières, la proportion de diplômés qui trouvent un emploi en

* **Julio César Neffa**, économiste du travail, est directeur du Master en sciences sociales du travail de l'université de Buenos Aires, et professeur de politique sociale et d'économie du travail et de l'emploi aux universités de La Plata et de Buenos Aires. Il est également chercheur au CONICET (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas) au Centre d'études et de recherches sur le travail – Programme de recherches économiques sur la technologie, le travail et l'emploi (CEIL-PIETTE), dont il a été le fondateur et le directeur jusqu'à fin 2008. Il a publié récemment : *El trabajo humano. Contribución al estudio de un valor que permanece*. Buenos Aires, Ed. Asociación Trabajo y Sociedad, CEIL-PIETTE-CONICET, lumen, 2003, 280 p. Il est l'auteur et coordonnateur des trois volumes de *Teorías Económicas sobre el Mercado de Trabajo*: Ed. Fondo de Cultura Económica y CEIL PIETTE del CONICET, Buenos Aires, 2005, 2006 et 2008.
E-mail : jneffa@ceil-piette.gov.ar

adéquation avec leur diplôme est faible, les entreprises réalisent des activités internes de formation spécifique, mais qui ne sont pas directement articulées au système éducatif étatique. Pour l'auteur, ce dernier est traversé par des tensions et des contradictions dues au fait que les propositions de formation et le budget assigné par le gouvernement fédéral ne sont pas en cohérence avec les initiatives éducatives des associations de chefs d'entreprises, les nécessités du marché du travail, les intérêts des élèves et la consolidation des institutions éducatives. Sans doute le rôle des organismes financiers internationaux – qui ont accordé de généreux crédits pour étudier lesdits thèmes et réaliser des expériences massives –, et la position géo-économique du Mexique par rapport aux États-Unis conjuguée à son appartenance au Traité de Libre Commerce avec tout ce qu'il implique pour les échanges internationaux et la structure du système productif, sont des variables à étudier pour appréhender les différentes dimensions du problème analysé.

Mariela Quinones M. présente un article issu d'intéressantes recherches développées en coordination avec Marcos Supervielle, liées au thème des compétences et de leur mise en application dans les nombreuses et puissantes banques et entités financières qui composent le système productif uruguayen et leur rôle au niveau international. Pays modeste en matière démographique et de PIB (produit intérieur brut), l'Uruguay a souffert de forts changements politiques au cours des dernières décennies. Il présente un marché du travail où taux élevés de chômage et sous-emploi coexistent avec un important secteur informel et une tendance au développement du travail-emploi précaire. Depuis le début du XXI^e siècle, le ministère du Travail joue un rôle très actif en matière de politiques d'emploi.

L'auteur s'intéresse aux relations entre le travail, la formation et l'emploi au sein des banques et entités financières, centrant l'attention sur la mise en œuvre d'une gestion de la force de travail basée sur les compétences et ses impacts en termes de genre.

En Uruguay, comme dans le reste de l'Amérique latine, on observe une forte augmentation de la population active féminine, avec un niveau d'éducation élevé, qui a rejoint majoritairement le secteur finan-

cier. Bien que, grâce aux effets de l'éducation, la discrimination sexuelle pour l'accès à l'emploi ait diminué, une fois à l'intérieur de l'entreprise, les inégalités antérieures demeurent, de même qu'un accès différencié selon le sexe aux emplois hiérarchiques et aux postes mieux rémunérés. Le marché interne du travail au sein des grands établissements qui utilisent massivement les TIC (Technologies de l'information et de la communication) – ces dernières se substituant à la main-d'œuvre – génère de la discrimination, non tant en raison du développement de la formation professionnelle interne mais en raison de la réduction de l'égalité des chances pour la promotion.

La gestion patronale de cette force de travail, qui repose sur le concept des compétences, serait à l'origine de ladite inégalité des chances, même si parallèlement les politiques publiques d'emploi sont formulées autour de l'égalité des chances, la culture du travail et la défense de l'emploi et qu'elles n'ont pas avancé sur la VAE (validation des acquis de l'expérience).

Il est intéressant de souligner que, malgré l'existence de fortes disparités dans les degrés de développement économique de ce pays par rapport aux pays industriellement développés, quand on analyse le rapport salarial au sein de ces grandes entreprises, dotées de technologies avancées et qui ont intégré des modes de gestion de la force de travail basés sur l'approche par les compétences, la question de la discrimination selon le genre se pose en termes presque identiques.

Julio Testa et Martin Spinosa, chercheurs au CEIL-PIETTE du CONICET argentin, qui ont acquis une expérience significative en matière de recherches sur le thème, analysent les relations entre le travail et la formation professionnelle depuis une perspective historique et en s'appuyant sur la sociologie du travail et de l'éducation. En raison du processus de développement économique et social instauré dans ce pays depuis la fin du XIX^e siècle, le système éducatif public a joué un rôle important comme facteur d'intégration sociale, et en son sein se sont développées des expériences précieuses s'agissant de la scolarité obligatoire, mais la problématique de la formation professionnelle a émergé plusieurs décennies plus tard et de façon partielle, sans que se soit établie une articulation étroite avec les demandes du

système productif. Les auteurs posent le problème en identifiant des périodes historiques qui suivent les étapes du mode de développement argentin, mettant en relief l'expérience des deux premiers gouvernements « justicialistes » (péronistes) : 1945-55, dont le deuxième a été interrompu par un sanglant coup d'État militaire. À partir du ministère du Travail et de la Prévision est alors créée la Direction nationale de l'Éducation technique qui a en charge les écoles industrielles et des arts et métiers, créées précédemment, inspirées partiellement du modèle allemand, et qui accueillaient des élèves ayant terminé leurs études primaires. Le gouvernement « Développementiste » (1958-62) voit l'instauration du Conseil national d'éducation technique ; un représentant de la CGT a pris une part active au conseil d'administration.

Les coups d'État successifs provoquèrent des changements dans la structure du CONET (Conseil national de l'enseignement technique) et limitèrent la participation de représentants syndicaux au conseil d'administration. Mais son intégration dans le système éducatif a toujours été limitée et c'est généralement le ministère du Travail qui en assurait la tutelle, visant à satisfaire la demande qu'il considérait comme pertinente, complétant les cycles pluriannuels par des formations de courte durée, encourageant la participation active des organisations syndicales à leur promotion et leur gestion. Les centres de formation professionnels dépendant du ministère de l'Éducation avaient un autre objectif et une plus grande pérennité ; leur développement se transforma à partir de la Loi sur l'Éducation supérieure, adoptée sous le gouvernement néo-libéral, en 1992, qui le désarticula, transférant les unités éducatives à la juridiction des provinces, mais sans les ressources budgétaires. La Loi sur l'Éducation technique et professionnelle, adoptée en 2005, et la nouvelle Loi sur l'Éducation nationale ont introduit des réformes qui ont permis d'éviter la fragmentation entre l'éducation générale et l'éducation technique et la formation professionnelle. Mais les dispositifs et institutions qui valorisent les connaissances acquises sur le lieu de travail et en dehors du système éducatif en sont encore aux balbutiements. Au sein du système éducatif, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale a pris l'initiative dans ce domaine. Signalons que les organisations

syndicales, à travers leurs secrétariats à l'Éducation et à la Culture, ont développé et financé un vaste réseau d'institutions de formation professionnelle pour leur propre branche d'activité. Elles s'inscrivent dans le schéma scolaire et accueillent les jeunes et adultes issus des classes populaires.

Claudia Jacinto, conseillère auprès de l'IIPE (dont le siège est en Argentine), a réalisé une étude de cas sur un projet qui se développe en Uruguay, appelée « Pro-jeunes », dont les objectifs sont de promouvoir la formation professionnelle et l'insertion, sur le marché du travail, de jeunes à bas niveau de qualification. Comparé aux autres expériences nationales semblables soutenues par la BID (Banque interaméricaine de développement), dont les résultats ont souvent été controversés, Pro-Jeunes est l'un des rares dispositifs dont l'évaluation est positive. Il s'agit d'un projet de petite échelle, conduit dans un pays aux faibles dimensions, mais qui disposait d'un financement adéquat, d'un d'appui institutionnel et d'une unité de coordination qui, par sa continuité, a acquis de l'expérience et s'est consolidée au fil du temps.

Les cours de formation professionnelle répondaient directement à la demande explicite des entreprises, c'est pourquoi l'insertion des diplômés sur le marché du travail a été plus directe et a bénéficié du suivi prévu dans le projet. Le dispositif a peiné à se développer en raison des difficultés pour identifier les vrais besoins des entreprises et du caractère naissant des services publics de l'emploi. Parallèlement à Pro-jeunes, l'Université technologique d'Uruguay s'est développée sans qu'il y ait eu entre les deux domaines une plus grande synergie.

L'évaluation de ce projet a confirmé l'efficacité du dispositif, à son échelle, dans l'offre de formation professionnelle et l'aide à l'insertion professionnelle des jeunes de bas niveaux d'éducation. Elle a aussi mis en lumière que son avenir dépendait d'une part, de la possibilité que Pro-jeunes soit davantage intégré aux politiques d'emploi, avec une gestion tripartite (comme le propose l'OIT – Organisation internationale du travail) pour prendre en compte la demande, et d'autre part de son articulation avec le système éducatif national et des avancées dans le processus de certification des compétences, en prenant comme référence les dispositifs de VAE

(validation des acquis de l'expérience) qui se sont développés en France et dans d'autres pays de l'Union européenne.

* *

*

Dans ce numéro de *Formation Emploi*, peu de pays sont analysés, et pour diverses raisons le cas du Brésil n'a pu être pris en compte (rappelons que ce pays représente approximativement la moitié de la population totale d'Amérique latine) ; cependant, les pays choisis et les thèmes développés fournissent une information précieuse et une évaluation est réalisée à partir de la sociologie du travail et de l'éducation. Cette évaluation, sans être transposable à l'ensemble de cette région, montre la diversité des situations et les tentatives réalisées par les gouvernements, avec des résultats divers, pour articuler plus étroitement, d'une part l'éducation générale et la formation professionnelle, et d'autre part l'éducation professionnelle avec la demande de force de travail émanant des entreprises et du secteur public ;

et ce, dans le contexte d'un mode de développement contradictoire, inégal, changeant et volatil qui, par son fonctionnement propre et l'impact des crises internationales (en particulier celle des années 70), a généré de forts taux de chômage, de sous-emploi, et toujours davantage d'emplois précaires et informels, mêmes pour les travailleurs plus éduqués. Bien que depuis le début du XXI^e siècle, l'augmentation des taux de pauvreté et d'indigence a commencé à être partiellement régulée par des politiques sociales actives et la coopération internationale, la crise internationale actuelle a freiné ce processus et l'inégalité sociale persiste et s'accroît.

D'où l'importance des nouveaux modèles d'éducation technique et la formation professionnelle pour augmenter l'égalité des chances des travailleurs de bas niveaux d'éducation dans l'accès à un marché du travail restreint et toujours plus exigeant.

*Traduit de l'espagnol au français
par Mireille Zangani (Céreq)
avec l'aimable collaboration de l'auteur.*